

## Résumé

Interview réalisé par la Fondation Jean Monnet pour l'Europe  
Mercredi 30 septembre 1998, 13 heures 30

Interviewer: Philippe NICOLET, rédacteur en chef de TVRL

JM = Jean Monnet

CA = Comité d'Action

Q = question

R = réponse

PhN = Philippe Nicolet

Kurt JENNY

*Présentation de M. Jenny. Bâle-ville et son atmosphère particulière.  
Né en 1931. Prédestination à la politique.*

\* \* \*

Mon souvenir d'avant-guerre, c'est l'invasion de la Rhénanie par Hitler, et mon grand-père qui disait: "Cela va provoquer une guerre". Comme enfant, j'ai compris.

La guerre: le 28 août, on a mobilisé à Bâle et on a fait des barricades. Nous avons appris à évacuer la salle de classe, à faire des alertes. Nous avons toujours peur.

Mon père se posait la question devant les enfants: "Si les Nazis envahissent Bâle, que dois je faire ? Ou bien je reste pour défendre les intérêts de notre peuple, ou bien je démissionne tout de suite".

13.40 Q Comment avez vous vécu ces six ans ?

R Chez les maîtres et dans toute la famille, il n'y avait pas de neutralité.

Mais le mari d'une cousine de ma mère sympathisait avec Hitler.

Naturellement, il y a eu des Suisses qui ont sympathisé.

*Evocation de la chanson "Harus"*

18.55 Q Avez-vous vu ce qui se passait au-delà de la frontière ?

R Oui. Nous avons vécu pendant quinze jours consécutifs, en 1939, des bombardements contre l'Alsace; les obus passaient par dessus nos maisons.

En 1940, Bâle a été bombardée, il y a eu des morts. C'était les Alliés probablement.

23.00 Q Avez-vous entendu parler de gens qui se rendaient en Allemagne ?  
R Des Suisses ont travaillé pendant toute la guerre en Allemagne, dans des succursales d'industries bâloises. Mais il n'y avait plus de Français ou d'Allemands qui franchissaient la frontière bâloise.

Les dirigeants des succursales de la chimie avaient presque toujours la possibilité d'aller à Grenzach ou à Uneck (?). Entre 1942 et 1943, les Allemands ont ouvert une partie de la navigation rhénane, qu'ils avaient fermée. (*Navires suisses de charbon*).

Le commerce traditionnel ne fonctionnait plus. Je ne me souviens pas de personnes souffrant de la faim, et d'ailleurs, Bâle n'a pas connu le marché noir.

*Intérêts pendant la guerre: excursions, lectures, natation dans le Rhin. Etudes de droit.*

35.10 Les livres d'école étaient imprimés en Allemagne, cela a été un problème. Puis la Suisse a commencé à imprimer des livres scolaires. A La Haye, en 1953, j'ai vécu pour la première fois une Europe plus large que le Pays de Bade.

39.35 Je crois qu'il ne faut pas négliger le rôle des églises dans l'époque de l'après-guerre, pour l'Europe. On en parle trop peu.

43.00 Q Parlons de votre choix politique.  
R J'ai commencé en 1954 comme Président des étudiants.

45.10 *Scission entre les associations d'étudiants. Pro-et-anticommunistes.*

47.40 *Manifestation à Bâle en 1956 contre l'entrée des Soviétiques à Budapest. Catastrophe hongroise.*

52.15 Q Parlons des organes tripartites. Bâle entre trois frontières. Comment s'est organisé ce type de rapport?

R C'était des actes spontanés entre nous, qui provenaient d'une initiative privée de quelques jeunes enseignants à l'Université, idéalistes dans les années 68-69.

Q Le gouvernement a choisi d'avoir un représentant dès le début ?  
R Oui, M. WYSS.

55.10 Q Quel type de représentation les Allemands et Alsaciens avaient-ils ?  
 R A l'initiative des Français, la Conférence tripartite fut mise sur une base légale en 1974.

58.20 Du côté allemand, les Regierungspresidenten de Freiburg et de Karlsruhe.

58.35 Q Cette organisation tripartite, quel était son but ? (Conférence et Commission du Rhin supérieur).

R On part du fait que les centres, Paris, Bonn, Berne, ne s'intéressent pas trop aux "petits" problèmes des populations frontalières. Par exemple le problème du poste douanier sur la plate-forme de l'aéroport de Bâle-Mulhouse, qui a été réglé il y a seulement un an.

Le grand avantage est que nous ne sommes pas limités aux compétences des Cantons, Länder, etc.. Les centres n'ont pas encore compris que l'économie agit transnationalement.

*1.02.50 La planification du territoire; le Comité tripartite définit les problèmes communs*

1.04 30 Q La délégation des compétences au niveau régional vous paraît-elle insuffisante ?

R Oui. Pendant ma campagne pour l'EEE, j'ai entendu dire que le principe de subsidiarité est inconnu à la France et à l'Allemagne. Je ne peux pas tout à fait le nier.

*Projet RECLIP. 32 millions de Sfr. Accepté sans problème.*

*Projet Interreg se développe au-delà de la frontière. En Suisse, succès.*

1.08.40 Q Le centralisme constaté dans les régions limitrophes est-il de type à nuire à l'esprit européen, ou est-il de type à réformer les structures européennes ?

R J'en suis certain. Une preuve: mes contacts m'ont appris que les autres régions de France envient les régions frontalières. Cela aide à une construction décentralisée de l'Europe.

1.12.10 Dans les parlements de Bâle-campagne, l'extrême-droite elle-même n'a pas voté contre les crédits. Pourquoi ?

R Il ont réalisé qu'il faut défendre les besoins de la population. Maintenant, nous avons des associations tripartites sur tous les niveaux.

1.14.50 Q Vous avez démontré les avantages de la régionalisation, mais comment coupler cela aux avantages d'une construction européenne ?

R Ces structures régionales donnent aux citoyens la certitude qu'ils ne sont pas de simples objets. C'est seulement ainsi que l'Europe aura un avenir.

1.16.37 Q Mais comment la population voit-elle l'avantage de la régionalisation et l'avantage de la construction européenne ?

R Tout le monde sait qu'il y a des problèmes qui ne respectent pas les frontières nationales. La fonction des frontières a changé. Il faut placer les responsabilités qui concernent, par exemple, un canton, dans ce canton même.

*Evocation du film "Clochemerle"*

Les grands organismes créés récemment ne survivront pas s'ils ne sont pas capables de se décentraliser.

1.22.50 Q Quels ont été les contacts entre Confédération et cantons dans le cadre de la Commission de coordination EEE que vous avez organisée ?

R Il y avait des Romands, un Tessinois, des Suisses alémaniques. Et de très hauts fonctionnaires. Le rôle de la Commission était l'adaptation des législations cantonales à l'EEE. Il fallait être prêt pour la fin des négociations. BLANKART ou KELLENBERGER nous tenaient au courant des négociations, puisqu'elles touchaient aux compétences des cantons. Quand il fallait donner un avis au CF, nous convoquions le groupe de contact, pour leur soumettre la question.

Cela s'est très bien passé. Le gouvernement fédéral était content d'avoir des interlocuteurs au plan cantonal.

1.30.00 Pour moi, le 6 décembre est le malheur du siècle. La Suisse a manqué cette chance.

1.33.25 Q Etes-vous d'accord avec l'attitude du CF, de donner à l'UE la vision que la Suisse entendait avoir à long terme ?

R Le CF a méconnu la situation psychologique de notre peuple. Il aurait dû mieux expliquer sa lettre à Bruxelles. BLOCHER a sauté là-dessus. Et il a dit que je mentais.

1.36.20 Q Les représentants des Cantons à la Commission ont-ils évolué progressivement ?

R Ils étaient pour.

C'était l'idée de DELORS. Delors est un génie politique.

1.38.18 *Pedrazzini*

1.38.48 Q Vous avez fait de nombreuses conférences. Avez vous le sentiment d'une évolution ?

R J'ai pu convaincre des artisans, par exemple. Il y a eu évolution, mais pas assez. Vers la fin, j'étais pessimiste sur les résultats. Le CF était tellement passif. COTTI n'a rien fait pour l'EEE.

1.41.00 Q Au moment du 6 décembre, comment vos voisins français et allemands ont-ils réagi ?

R Les Français m'ont dit en privé: "Nous ne vous comprenons plus. Les Suisses se croient tellement supérieurs au reste de l'Europe. Ils n'ont pas compris que la situation européenne a changé, que la France et l'Allemagne ne sont plus ennemies. La neutralité aussi a changé".

Les Allemands m'ont dit en public: " Le fait que les Cantons alémaniques aient voté contre découle-t-il de cette antipathie née lors du nazisme ? Ils n'ont pas compris que nous ne sommes plus nazis". Ils étaient vexés.

1.48.20 Q Comment avez-vous réagi ?

R J'ai répondu que notre travail n'était pas sensationnel, mais tout de même substantiel. J'ai cité les grandes villes germanophones qui étaient pour, la Romandie. Je leur ai dit que nous n'avions pas voté contre nos voisins, mais contre le système centraliste de Bruxelles, et que nous avons peur de perdre notre identité.

1.52.28 Q Combien de temps faudra-t-il ?

R Il faut la volonté politique. Chez nous, ce n'est pas facile. Les syndicats, le Vorort ne sont pas favorables.

1.54.05 Q A propos du Vorort, les milieux économiques n'ont-ils pas le double avantage du "beurre et de l'argent du beurre", c'est-à-dire avoir d'une part la possibilité économique d'aller au delà des frontières, et d'autre part celle de garder un système un peu autarcique, un franc qui pourrait se battre contre l'euro, avec des perspectives de spéculation ? Certains milieux n'ont-ils pas intérêt à un Monaco suisse, par exemple BLOCHER ?

R Oui, mais c'est une vue à très court terme. Les industriels qui nous disent qu'il faut reconnaître la globalisation n'ont pas encore compris que la globalisation a aussi saisi les Etats et que la Suisse ne peut pas rester isolée. Ils n'ont rien compris.

1.56.54 Q N'ont-ils rien compris, ou bien s'en moquent-ils ?

R J'ai l'impression que vous avez raison. Il y a deux attitudes. Ceux qui disent: "Si vous faites des bêtises en Suisse, nous transférerons tout doucement notre siège ailleurs", et ceux qui sont des nostalgiques. Ceux-là

ne réalisent pas que la globalisation ne s'arrêtera pas aux portes de la Suisse.

1.59.00 Q La facilité des mouvements de capitaux, l'émergence des grands monopoles, ont créé une mondialisation de l'économie, la politique étant restée extérieure à ce mouvement. Quelle réponse peut-elle donner à l'avenir pour rééquilibrer cette situation ?

R La communauté européenne est une réponse. Une union monétaire donne en même temps une condition favorable à l'économie et évite les spéculations. Il y aura donc toujours une situation particulière entre la politique et l'économie.

2.03.35 Q Comment imaginez vous la contre-attaque qui consiste à dire "Mais l'Europe n'est qu'une région du monde" ?

R La régionalisation du monde a déjà commencé.

2.05.35 Q Ne pensezvous pas qu'il y a une lutte contre l'Etat au sein des partis bourgeois ?

R Je suis d'accord.

*Le parti radical bâlois. Les grands empires politiques et économiques et la centralisation.*

2.10.45 Q Au moment où les entreprises fusionnent entre elles, on assiste à une recherche inverse sur le plan politique (Décentralisation, etc.)

R Le "Decision making" est différent entre le politique et l'économique. Les gens qui ont étudié à Saint-Gall appliquent ces théories. Vous verrez ce qui se passera.